

Varaville – Le Hôme
Madame Couturier née Maury
Témoignage recueilli le 16 septembre 2013 (V. Carpentier)

En mars 1944, par ordre des Allemands, la zone côtière a été interdite et la population du Hôme-Varaville a dû déménager, avec la permission toutefois d'emporter meubles, matériaux et outils. J'avais alors sept-huit ans. Mon père, qui était maçon-entrepreneur au Hôme, a ainsi dû se résoudre à quitter son entreprise. Vétéran de la guerre de 14-18, il avait combattu de nouveau en 1939-1940, avait été fait prisonnier pendant 17 mois, et était finalement rentré en 43. Des maisons avaient été réquisitionnées à Cabourg pour le logement des habitants, mais mon père a jugé plus sûr de nous éloigner de la côte, et nous sommes partis à Petiville, chez MM. Dagorn. Nous avons été contraints d'évacuer à nouveau le 9 juin. Nous sommes partis, à pied et en vélo, vers Cléville, puis Méry-Corbon, enfin chez mon oncle près du Mans.

Les Allemands ont construit des blockhaus au Hôme et posé 60 000 mines sur les routes et partout dans les terrains, les dernières à la hâte après le 6 juin. Leur plus grand blockhaus était un gros ouvrage bétonné comportant trois pièces, situé Avenue du Général Leclerc. Il y en avait deux autres, l'un rue Malhené, et l'autre au coin de la rue Henri Bourgeois, derrière le golf. Il y avait aussi un grand fossé antichar qui fut creusé par des requis, entre le Camp Pasteur et l'Avenue du Général Leclerc. Mon père, rentré de captivité, fut requis lui aussi pour les chantiers de l'Organisation Todt mais refusa de travailler pour les Allemands. Il partit se cacher quelque temps dans le Jura pour échapper au travail obligatoire.

Les Allemands avaient posté des sentinelles partout dans le village. À cause de cela, nous n'étions pas rassurés lorsque de nuit, nous devions rentrer de l'école à pied en passant par le golf... Un certain Henry Thuillier [*de son vrai nom Clément, Thuillier étant le nom du second mari de sa mère, Suzanne*], qui habitait Le Hôme avec sa mère [*épicière à Cabourg*], profitait lui aussi de la peur des habitants. Tous deux prônaient activement la collaboration [*Thuillier était à Cabourg le délégué d'arrondissement du RNP de Marcel Déat, un important parti collaborationniste bien implanté à Cabourg et à Trouville, en même temps que chef des Jeunesses Nationales Populaires et responsable de la section divaise du Front Social du Travail, émanation syndicale du RNP. Il servait aussi d'interprète à la Kommandantur de Cabourg-Houlgate et appartenait à la section Renseignement du CIR, antenne française de la Gestapo de Caen dirigée par le criminel Raoul Hervé, ce qui faisait de lui un espion dénonciateur rémunéré, avec carte de police*]. À la tête d'un groupe de collaborateurs, ils défilaient dans la rue en portant le brassard nazi [*le 21 août 1943, l'un de ces défilés rassemble une trentaine de soi-disant « Miliciens », en uniforme, à Varaville*]. Thuillier se fit attribuer un bureau à la mairie de Varaville, où la secrétaire, Madame Cébst, faisait des fausses cartes d'identité avec la complicité du maire, M. Paul Leroy. Il n'hésitait pas à visiter les gens chez eux pour réquisitionner leurs biens à des fins personnelles [*Le maire, M. Paul Leroy, avait installé le bureau de Thuillier juste à l'entrée de la mairie, afin que tout visiteur puisse le voir et ne risque pas de prononcer par mégarde des paroles malheureuses*]. Sa mère faisait aussi ouvertement de la propagande pour les Allemands. Alors que mon père était encore prisonnier, et que nous croyions qu'il avait été tué, elle est venue chez nous pour que ma mère m'envoie chanter dans une chorale devant les soldats allemands. Ma mère a bravement refusé, ce qui était plutôt dangereux. Heureusement, il ne lui est rien arrivé... [*Quant à Thuillier, il fut recherché à la Libération par les anciens de Zéro-France, et*

finalement abattu le 15 août 1944, par des Résistants d'un autre groupe alors qu'il s'était réfugié au Neubourg, dans l'Eure].

Il y eut quatre déportés à Varaville : Renée Tisselli, épouse Warner, aujourd'hui en Angleterre ; Albert et Paul Marion, et Victor Laveille. Tous sont revenus des camps de Buchenwald, Mauthausen et Sachsenhausen. [*Madame Renée Anna Tisselli, épouse Warner, a reçu la Médaille militaire le 7 novembre 1990 pour fait de Résistance. Albert Marion, domicilié au Hôme-Varaville, était ingénieur au cadastre de Caen. Il faisait partie du réseau Zéro-France avec son frère Paul, engagé volontaire de la première heure, puis employé en bâtiment, ce qui lui permettait de glaner des renseignements sur le Mur de l'Atlantique. Au printemps 1943, Paul Marion fuit dans la Creuse pour échapper au STO et s'engage dans les FTP. Il prend la tête d'un maquis en Dordogne, près de Périgueux et devient responsable militaire régional en janvier 1944. Il est capturé le 22 février à Lesparat, incarcéré à Périgueux, Limoges, puis transféré à Compiègne et finalement déporté à Mauthausen le 6 avril. Il sera libéré le 6 mai 1945. Albert, de son côté, est arrêté le 12 avril, au cours de la rafle du printemps 1944 qui démantèle le réseau Zéro-France dirigé par Aimable Lepeu, pharmacien à Dives-sur-Mer. Le CIR de Caen et Henry Thuillier sont à l'origine de ces arrestations de résistants. Albert Marion est déporté le 4 juin à Neuengamme, puis transféré à Sachsenhausen, au Kommando de Falkensee, où il est libéré le 26 avril 1945. Victor Laveille, domicilié à Dozulé, est ouvrier agricole au Hôme. Il devient membre de Zéro-France, puis rejoint en décembre 1943 les FTP de Dordogne avec Paul Marion. Il reçoit le pseudonyme « Jojo » au sein du groupe Gardette. Victor Laveille est capturé le 4 mars 1944 à Saint-Pierre-de-Chignac, après avoir pris part à l'attaque d'un convoi de prisonniers juifs envoyés à la prison de Périgueux. Incarcéré à Périgueux, puis Limoges, il passe par Compiègne et est déporté le 6 avril à Mauthausen, tout comme son camarade Paul Marion, avant de rejoindre le Kommando d'Ebensee. Il sera libéré lui aussi le 6 mai 1945].*

Le 15 août, Le mans était libéré. Mon père était inquiet de son entreprise et nous sommes repartis vers la Normandie, où la guerre faisait rage encore. Nous avons dû attendre la fin des combats sur la poche de Falaise-Argentan, puis nous sommes revenus au Hôme, en suivant la libération. La Reconstruction a commencé immédiatement ; il a d'abord fallu déminer. Quand nous sommes arrivés chez nous, rue Ferdinand Henri, notre maison était éventrée. Nous étions en voiture à cheval, et il y avait des plaques métalliques sur la route. Nous ne le savions pas mais heureusement, M. Lecordier nous a prévenus qu'il s'agissait de mines posées à la hâte ! Mon père en a retiré dix-huit avec lui. Les démineurs étaient des volontaires. Leur responsable était M. Champeaux, de Cabourg. Les plans des champs de mines ont été retrouvés à la Préfecture, à Caen, mais toutes n'étaient pas répertoriées et il y eut des accidents. L'un d'entre eux, rue Jean Mermoz, fit deux morts et deux blessés graves, à cause d'une mine antichar placée dans le coin d'un bâtiment. Les victimes avaient tapé dessus à la pioche...

Mon père avait énormément à faire. Il travaillait gratuitement, déshabillait les maisons en ruines pour en rhabiller d'autres qui pouvaient être mises hors d'eau. Les prisonniers allemands étaient parqués dans un camp, au Chalet Corbeillois, où ils sont restés pendant deux ou trois ans. On pouvait disposer d'eux pour déblayer et reconstruire, en échange du repas du midi. Les rapports étaient corrects et ils étaient bien nourris. Certains avaient été enrôlés de force. Un déserteur autrichien était allé à la rencontre des Belges, en portant la bannière de la Vierge, pour leur demander de cesser les tirs sur Cabourg, que les troupes allemandes venaient de quitter. Il continua les combats avec eux.

La chapelle du Hôme était toujours debout. Elle avait abrité un dépôt de munitions, et avait été bombardée par la Marine, de même que le préventorium. Après guerre, les ruines du préventorium ont servi de dépôt pour un horticulteur qui faisait pousser des tulipes sur les terrains de l'actuel centre de thalassothérapie, à Cabourg. Les maisons de l'Avenue du Président Coty sont sorties de terre dans les années cinquante. Les terrains n'étaient pas chers du tout à cette époque ; 100 à 200 francs le mètre selon qu'on se situait vers l'ancien champ de courses ou le long de l'avenue. Les choses ont bien changé depuis !